

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Paris, le 29 JUIL. 1997

S/Direction de la Famille, des Accidents
du Travail et du Handicap

Bureau 4B - EP/CE

97-140-T
Personne chargée du dossier :
M. PIDELL - Tél : 40.56.70.83

La Ministre de l'emploi
et de la solidarité

à

Monsieur le Directeur de la caisse nationale
de l'assurance maladie des travailleurs salariés
Messieurs les Préfets de région
Directions régionales des affaires sanitaires
et sociales
Direction interrégionale de la sécurité sociale
des Antilles-Guyane
Direction départementale de la sécurité sociale
de la Réunion

CIRCULAIRE DSS/4B/97 n° 534 du **29 JUIL. 1997**
concernant la modification des modalités de notification des décisions relatives à la
tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.

RESUME : Les notifications par lettre recommandée avec avis de réception par les
caisses régionales d'assurance maladie des décisions relatives à la tarification des
accidents du travail et maladies professionnelles sont désormais supprimées lorsqu'elles
concernent les taux collectifs.

.../...

TEXTES DE REFERENCE : - Articles D 242-6-17 et D 242-36 du code de la sécurité sociale - Arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles - Arrêté du 18 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995.

DATE D'APPLICATION : Immédiate

En application de l'article 5 de l'arrêté du 17 octobre 1995 toute décision émanant d'une caisse régionale d'assurance maladie et relative à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles doit être notifiée à l'employeur par lettre simple, sauf dans six cas précis qui donnaient lieu à l'envoi d'une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- Classement et taux collectif des établissements nouveaux ;
- Modification du classement ou du taux collectif correspondant ;
- Taux calculés mixtes ou réels ;
- Imposition de cotisations supplémentaires ou complémentaires ;
- Attribution de ristournes ;
- Décision de la caisse sur recours gracieux.

Les notifications adressées sous cette forme permettent de déterminer le point de départ des délais de recours.

L'application de l'article précité a entraîné un coût important alors qu'il apparaît que les contentieux en matière de tarification des accidents du travail et maladies professionnelles portent essentiellement sur les tarifications calculées.

Dans ces conditions il a paru justifié de modifier l'arrêté du 17 octobre 1995. L'arrêté du 18 juillet 1997 supprime l'envoi par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en ce qui concerne le classement et le taux collectif des établissements nouveaux ainsi que la modification du classement ou du taux collectif correspondant (abrogation des 1° et 2° de l'article 5 de l'arrêté du 17 octobre 1995).

.../...

Du fait de cette abrogation, les envois de notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ne concernent plus que les 4 cas suivants :

- Taux calculés mixtes ou réels ;
- Imposition de cotisations supplémentaires ou complémentaires ;
- Attribution de ristournes ;
- Décision de la caisse sur recours gracieux.

J'attacherais du prix à connaître éventuellement les difficultés que soulèverait l'application de ces instructions.

Pour le Ministre et par délégation
LE SOUS-DIRECTEUR
DE LA FAMILLE
ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DU HANDICAP



Suzanne SIMON